

Statement

Secretary of
State for
External Affairs



Déclaration

Secrétaire d'État
aux Affaires
extérieures

93/6

SOUS RÉSERVE DE MODIFICATIONS

NOTES POUR UNE ALLOCUTION

DE

L'HONORABLE BARBARA McDOUGALL,

SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES,

DEVANT

L'ACADÉMIE DIPLOMATIQUE

DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

DE LA RUSSIE

LE CANADA ET LA RUSSIE - LA GESTION DU CHANGEMENT

MOSCOU (Russie)

Le 4 février 1993

Affaires extérieures et
Commerce extérieur Canada

External Affairs and
International Trade Canada

Canada

Je suis très heureuse de prendre la parole devant un auditoire aussi distingué à l'Académie diplomatique du ministère des Affaires étrangères de la Russie. J'en suis tout particulièrement honorée puisque bon nombre d'entre vous avez littéralement changé le monde et que nous avons beaucoup à apprendre les uns des autres.

Les enjeux sont énormes et, plus que jamais auparavant, ils dépendent de notre capacité d'apprendre de nouvelles façons de gérer ces temps troublés.

Mon bon ami, Andrei Kozyrev, incarne le courage dont a besoin cette nouvelle diplomatie, car croyez-moi, il s'agit bien d'une nouvelle diplomatie. Et nous avons tous besoin de courage pour que la nouvelle diplomatie mène à une nouvelle stabilité.

Il nous faut nous rappeler que la liberté, la démocratie et la prospérité fondées sur le libre marché ne sont pas des objectifs faciles. Il faut compter avec ceux qui redoutent le changement.

Il nous faut aussi nous souvenir que le monde est en train de passer à une nouvelle génération. Vaclav Havel, Aung San Suu Kyi, notre premier ministre, Brian Mulroney, et particulièrement votre président, Boris Eltsine, ont eu le courage de modifier sensiblement le monde.

Les images qui se détachent de ce monde sont saisissantes : Eltsine debout sur ce char, la foule qui danse sur le mur de Berlin et, sur une note plus triste, les victimes de la guerre dans l'ex-Yougoslavie, au Karabakh et au Tadjikistan.

Nous devons collaborer pour comprendre la réalité contradictoire et souvent brutale que cachent ces images, et pour agir en conséquence.

La Russie est une grande puissance, au passé glorieux, au présent stimulant et à l'avenir prometteur, cela ne fait aucun doute. Dans le passé, la Russie a joué un rôle crucial dans la défaite des Nazis, au sein du Conseil de sécurité et en tant que superpuissance nucléaire. La Russie est maintenant invitée à jouer un nouveau rôle, non pas en tant qu'adversaire, mais bien en tant que puissance amie et partenaire.

Le Sommet Gorbatchev-Bush de septembre 1990, duquel a découlé un consensus sur la coopération est devenu un événement historique. Il a permis à l'URSS, et maintenant à la Russie, d'entreprendre une transformation sociale et économique.

La complexité de ces changements est extrêmement décourageante. Certains disent déjà que les coûts en sont trop élevés. Mais nous souhaitons que la Russie maintienne son ouverture et son engagement, sachant que d'autres sont prêts à l'aider à assumer sa lourde tâche.

Le Canada est un partenaire disposé à agir au sein de la nouvelle structure du multilatéralisme constructif. C'est là le seul moyen de faire face aux risques et aux imprévus que nous réserve le monde d'aujourd'hui.

Nos deux pays ont de nombreux points communs :

- Nous partageons la froidure et la majesté des paysages nordiques, la disparition du soleil en hiver, les longues et chaudes journées d'été, les riches ressources et les riches récoltes que nous prodigue notre milieu naturel; nous partageons aussi la diversité ethnique, linguistique et culturelle qui enrichit nos vies mais rend plus difficile la recherche de solutions communes.
- Nous nous rééquipons de part et d'autre pour le prochain siècle, dans un climat international en mutation rapide et de plus en plus concurrentiel, reconnaissant la nécessité de privilégier les relations commerciales bilatérales et internationales.
- Nous disposons de secteurs primaires compatibles et notre savoir-faire peut aider la Russie à obtenir dès maintenant des devises fortes, surtout dans les domaines de l'agriculture, des minéraux, des produits forestiers ainsi que du gaz et du pétrole.
- Nous possédons une bonne compétence en haute technologie et nous savons réduire les distances et rapprocher les populations, au moyen des télécommunications, de l'informatique et des transports de pointe.
- En bref, nous avons beaucoup à offrir à la Russie pour l'aider à mettre en place un système économique efficace, qui soit non seulement performant sur le plan national mais aussi concurrentiel sur le marché international.

Mais, ce n'est pas un sens unique. La Russie, quant à elle, a beaucoup à offrir au Canada et au monde. Contrairement au Canada et à la plupart des autres pays, la Russie est un membre permanent du Conseil de sécurité, et son influence politique a ainsi une incidence sur nous tous. Le leadership dont vous ferez preuve notamment pour mettre fin aux indescriptibles tragédies qui ont cours dans l'ancienne Yougoslavie sera déterminant au cours des prochains jours. Vos scientifiques et vos artistes, qui comptent parmi les meilleurs du monde, peuvent partager leurs talents avec d'autres.

Nous avons toujours adopté une perspective mondiale. Traditionnellement, le Canada a favorisé le multilatéralisme, la recherche d'un consensus et le renforcement des Nations Unies plutôt que l'accentuation de la rivalité bipolaire entre les

États-Unis et l'ancienne Union soviétique. Aujourd'hui, notre perspective traditionnelle trouve son expression au sein du G-7, des Nations Unies et ailleurs. Et nombreux sont les grands dossiers qui méritent notre attention immédiate.

Pensons seulement aux défis mondiaux qu'il nous faut relever.

- Contrôler la menace de prolifération des armes de destruction massive;
- renforcer les moyens internationaux de maintien et d'établissement de la paix;
- assurer le respect des droits de la personne et des valeurs fondamentales;
- soutenir les aspirations économiques des millions de personnes les plus pauvres du monde;
- gérer les mouvements des innombrables personnes déracinées à la suite de conflits ethniques et de bouleversements économiques;
- créer des économies modernes qui soient concurrentielles sur le marché international; et
- faire face aux conséquences des catastrophes nucléaires et environnementales.

Tous ces défis traduisent un besoin fondamental de créer un contexte mondial reposant sur la paix et la stabilité.

Nous devons poursuivre les progrès remarquables que nous avons accomplis dans la réduction des stocks d'armes nucléaires. Rien n'est plus urgent que d'éviter leur prolifération.

La coopération en matière de sécurité doit être renforcée sur le plan régional afin de réduire les causes sous-jacentes de tension, particulièrement dans les points chauds du monde, dont le Moyen-Orient, le sous-continent indien et maintenant le sud de l'ancienne Union soviétique.

Vous avez, avec les États-Unis, tracé la voie avec les traités START I et START II. Le moratoire actuellement en place sur les essais nucléaires devrait être prolongé et bientôt remplacé par une interdiction complète de ces essais.

Les États dotés d'armes nucléaires devraient aller au-delà du «délestage» et offrir aux États non nucléaires des garanties de sécurité supérieures à celles que renferme implicitement le Traité de non-prolifération (TNP).

Les accords, c'est très bien, mais il faut entre temps régler les problèmes qui se présentent. Il est essentiel de réduire les stocks d'armes des superpuissances, non seulement pour éviter la prolifération, mais aussi pour des raisons de sécurité. Une disponibilité moins importante pourrait contribuer à prévenir des accidents.

Sachant que cette tâche vous imposerait des dépenses énormes, le Canada serait disposé à adhérer à un programme international qui aiderait les pays de l'ancienne Union soviétique à détruire leurs armes nucléaires.

Le récent sommet de Minsk a, une fois de plus, montré que la Russie, en tant qu'État doté d'armes nucléaires reconnu, assume la plus grande part de responsabilité en ce qui concerne la sécurité du commandement et du contrôle des armes nucléaires au sein de l'ancienne Union soviétique.

Cela ne veut pas dire que l'Ukraine, le Kazakhstan et le Bélarus ne soient pas liés par leur engagement. Nous avons fait valoir qu'ils doivent le respecter et ratifier le traité START I, en plus d'adhérer au TNP à titre d'États non dotés d'armes nucléaires.

La Russie peut faciliter le processus en se montrant réceptive aux préoccupations légitimes de ses voisins sur le plan de la sécurité. L'instauration de la confiance est une affaire de coopération, qui exige un engagement soutenu de chacun des quatre États nucléaires successeurs.

Il faut consolider le TNP et le proroger indéfiniment lors de la Conférence d'examen de 1995. Nous exhortons l'Inde, le Pakistan, Israël et les autres pays quasi nucléaires à adhérer eux aussi au TNP.

L'Agence internationale de l'énergie atomique doit avoir le mandat et les ressources nécessaires pour mettre un terme à la fraude nucléaire. Le cas de l'Iraq est un argument de taille en faveur des inspections surprises, en tout temps et en tout lieu.

Le premier ministre Mulroney a fait savoir de façon non équivoque que le Canada serait disposé, dans le cadre d'un programme international efficace, à mettre un terme à tous ses programmes de coopération économique, y compris l'aide et les préférences douanières, avec tout pays qui minerait le TNP par ses actions ou son inaction.

Un internationalisme efficace est la clé du succès. Il est dans l'intérêt de tous les pays d'agir conjointement et de façon résolue pour éliminer la menace nucléaire.

Il faut aussi renforcer les contrôles sur l'exportation de technologies névralgiques. Nous sommes inquiets du transfert de technologie et d'équipement nucléaires ainsi que de missiles à des États dont l'engagement en matière de non-prolifération est ambigu.

Nous devons trouver des scénarios de rechange, où la prospérité sera possible sans de telles transactions. La Russie s'est engagée à respecter les lignes directrices du Régime de contrôle des technologies relatives aux missiles et fait partie du Groupe des fournisseurs nucléaires.

Nous comprenons que des pressions économiques incitent vos scientifiques à quitter le pays, mais dans notre intérêt commun, il faut empêcher la vente de savoir nucléaire aux États parias. La coopération nucléaire est pour nous prioritaire et nous avons agi en conséquence, en adhérant au Centre international pour la technologie de Moscou.

Nous vous invitons à vous joindre à nous pour assurer l'universalité non seulement du TNP, mais aussi de la Convention sur les armes chimiques. Le refus des pays du Moyen-Orient d'adhérer à cette Convention nous déçoit énormément et ces derniers doivent revenir sur leur décision.

De la même façon, il faut renforcer la Convention sur les armes biologiques. La Russie peut y contribuer en prenant des mesures spéciales pour prouver qu'elle a mis un terme à son programme d'armes biologiques.

La fin de la confrontation des superpuissances a donné lieu à de nouveaux défis qui nécessitent une action multilatérale efficace. Les membres du Conseil de sécurité des Nations Unies peuvent maintenant s'entendre sur les mesures à prendre pour faire face aux crises internationales.

L'éclatement de l'ancien ordre établi en Europe centrale et en Europe de l'Est a amené avec lui une promesse de liberté, mais aussi la réalité des difficultés économiques et des conflits ethniques.

Comme l'a dit le premier ministre Mulroney, «La naissance de nouveaux États indépendants sera une tragédie plutôt qu'un triomphe si la haine est leur seule raison d'être, si les minorités sont maltraitées, si les économies s'effondrent et si les gens meurent de faim ou périssent faute de nourriture et de médicaments, et si on fait la guerre pour régler de vieilles querelles et tracer de nouvelles frontières».

La cascade de la violence dans les Balkans, en Asie centrale et en Transcaucasie menace maintenant la Russie elle-même.

La communauté internationale doit disposer de moyens plus efficaces pour contrer de telles crises, dont la diplomatie préventive, la médiation et le recours judiciaire. Il arrive cependant que l'action coercitive soit le seul recours possible.

Les nouvelles doctrines de l'intervention humanitaire et du maintien de la paix sont d'envergure mondiale. Tout le concept de la souveraineté nationale est actuellement repensé dans un monde post-étatiste. Les minorités ethniques méritent la protection de la communauté internationale.

Les droits de la personne sont une valeur d'importance capitale qui sous-tend la politique étrangère du Canada. Nous avons lutté pour eux pendant la guerre froide non pas pour des raisons d'antagonisme idéologique, mais parce qu'ils correspondent à des besoins humains fondamentaux. Nos relations avec les gouvernements étrangers sont influencées par la façon dont ils traitent leurs citoyens.

Le vieux dilemme qui opposait vigilance internationale en matière de droits de la personne et non-intervention dans les affaires internes des États est rompu. La primauté irréversible des droits humains est l'une des grandes transformations de notre temps.

Si nous avons triomphé des forces de l'oppression, nous devons demeurer vigilants. L'image de Boris Eltsine monté sur un char d'assaut hantera tous les dirigeants de quelque continent que ce soit qui osent se réfugier sous le faux voile de l'interventionnisme dans les affaires intérieures d'un pays.

C'est pourquoi nous sommes particulièrement préoccupés par la réaction de certains États aux examens minutieux de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE). Cette attitude témoigne d'une pensée dépassée à laquelle il faut résister.

Ensemble, nous devons poursuivre nos efforts pour forcer l'Iraq à respecter les résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies et obliger Saddam Hussein à se plier à la volonté de la communauté internationale.

On a eu l'impression que nous avions des vues différentes sur la responsabilité à assumer et les remèdes à trouver dans l'ancienne Yougoslavie. En fait, je sais que nos deux pays voient la nécessité urgente et immédiate de mettre fin au carnage. Les Canadiens sont outrés par les viols systématiques et la violence injustifiée en Bosnie.

Nous, Canadiens, comprenons l'importance que vous attachez à la situation des Russes vivant dans les pays voisins. La CSCE peut

protéger les droits des minorités en Russie et ailleurs, éliminant ainsi la nécessité d'intervenir en leur faveur. L'établissement de systèmes locaux et régionaux pour l'autosuffisance est essentiel au règlement de la plupart des questions relatives aux droits de la personne. La mondialisation et la concurrence internationale sont des réalités inéluctables de notre époque. La Russie ainsi que les pays d'Europe centrale et d'Europe de l'Est ont déjà reconnu les possibilités qui s'offrent à eux et ont commencé à en profiter.

Vous avez librement choisi l'intégration au système financier et commercial mondial et les responsabilités qui en résultent. Le Canada se réjouit de ce choix qui sert les intérêts de tous.

Permettez-moi d'insister sur le fait que nous sommes très conscients des difficultés auxquelles vous faites face. Avec une population de 155 millions de personnes, le plus grand territoire au monde et un système économique complexe, qui s'est développé sur une période de plus de 70 ans, les défis que vous avez entrepris de relever sont incommensurables. Vous avez acquis le respect de tous les pays lorsque vous avez entrepris d'édifier votre nouvelle vision de l'avenir.

Je suis fière du fait que ce soit mon pays, le Canada, qui a été le premier à insister sur un dialogue de haut niveau entre le G-7 et la Russie. Je suis certaine que ce dialogue se poursuivra au sommet de Tokyo et après.

Le président Elstine est bien déterminé à poursuivre les initiatives courageuses prises par votre pays pour réformer son économie. Ce matin, j'ai eu l'occasion de rencontrer Andrei Kozyrev et demain, je m'entretiendrai avec votre Président.

Je soulignerai que nous appuyons ses efforts en faveur de la stabilisation macro-économique et de la réforme structurelle. Comme je l'ai fait avec Andrei Kozyrev aujourd'hui, je l'assurerai que nous cherchons des moyens supplémentaires de transférer nos compétences et nos avantages comparatifs.

L'Ouest doit lui aussi faire un effort nouveau et concerté pour vous aider à ce stade critique de votre histoire. Le Canada est prêt à s'engager à long terme. Nous ferons notre part et davantage. Notre prospérité est liée à la vôtre.

Entre temps, il nous faut aussi reconnaître que les ressources du monde de même que les nôtres ne sont pas illimitées. Ne soyez pas frustrés ou découragés si l'aide semble insuffisante. Même avec la meilleure volonté au monde, les gouvernements du Canada et des autres gouvernements occidentaux ne peuvent faire l'impossible. Apprendre à faire plus avec moins ne signifie pas que l'on dépossède la Russie, mais nous permet de trouver des

façons innovatrices et plus efficaces de s'aider les uns les autres.

Nous savons que vous ne pouvez établir une économie de marché du jour au lendemain. Il y a toujours de nouveaux problèmes lorsque les règles changent. Cela se comprend, mais les investisseurs du secteur privé comptent sur la confiance, et cette confiance ne viendra que de la prévisibilité et de la transparence.

Pour cela, il vous faut un cadre juridique et réglementaire stable et cohérent. Les gens d'affaires veulent savoir quelles sont les règles du jeu. Ils iront là où les décisions seront prises rapidement et de façon non bureaucratique.

Les investissements étrangers sont essentiels, et ils doivent être rentables pour vous comme pour les investisseurs en créant des emplois, un savoir-faire et de nouveaux marchés. La voie de l'avenir, c'est une situation où tous sont gagnants.

Les Canadiens prennent déjà des décisions d'investissement, dans les secteurs pétrolier et gazier, des pâtes et papiers, du financement des banques et des systèmes de télécommunication. Le Canada et les autres pays auront confiance, et investiront, dans le succès à long terme de la Russie tant que vous offrirez des conditions attrayantes et concurrentielles.

Notre programme d'aide technique transfère des compétences et des connaissances dont vous avez besoin pour établir une économie moderne. Nous mettons l'accent sur les secteurs où nous avons quelque chose à offrir. Les milliers de Canadiens et de Russes qui travaillent déjà ensemble sont la preuve que nous avons beaucoup à partager.

Toutes les nouvelles initiatives doivent tenir compte des nouvelles normes de collaboration mondiale qui continuent d'évoluer.

Dans l'exploitation des ressources de nos régions du nord, nous devrions faire cause commune sur les questions environnementales qui touchent nos deux pays, l'effet de serre, la protection des forêts et des océans et la pollution transfrontalière dans l'Arctique.

Le Canada est l'ami de la Russie à l'est, à l'ouest et au nord, à travers l'Atlantique, le Pacifique et l'Arctique.

Toutefois, toutes ces décisions doivent être prises en fonction d'une structure démocratique qui permette de faire des choix.

Une démocratie efficace repose sur le pluralisme, une délimitation claire des pouvoirs, l'existence de partis

politiques organisés représentant diverses vues et un parlement qui représente vraiment le peuple.

En Russie actuellement, le dialogue politique est vigoureux et passionné. Le défi qui se pose à vous consiste à faire fond sur des réformes durement gagnées pour faire en sorte que tant le processus de la démocratie que ses résultats soient renforcés.

En tant que politicienne, je suis consciente de la nécessité d'établir des consensus et de faire des compromis réalistes. Je sais également que la démocratie n'est jamais une fin en soi, mais qu'elle est la continuation d'un processus menant à des niveaux de collaboration de plus en plus élevés.

Le Canada et tous les autres pays sont concernés par l'avenir de la Russie. Aucun n'est seul. C'est pourquoi la diplomatie elle aussi doit adopter un nouveau visage à l'approche du vingt-et-unième siècle.

Prenant la parole devant les étudiants de la *Johns Hopkins University* à l'occasion de leur promotion en mai dernier, le premier ministre Mulroney les a mis au défi, et nous aussi, en disant: «Rarement, au cours de l'histoire, on a vu une idée triompher aussi bien que celle de la démocratie. La tâche qui attend les démocrates du monde maintenant, c'est de consolider cette victoire et de veiller à ce qu'elle ne soit ni vaine, ni sans lendemain. L'histoire jugera ma génération et la vôtre à la façon dont nous nous serons acquittés de cette mission».

Nous devons prendre conscience des espoirs de la nouvelle génération et transformer leurs rêves en réalités.